



Renée Laurent (La Libre pensée), Laurette Mugnier (Mouvement de la paix), Oriane Bognard (NPA) et Muriel Boussuge (CGT). Photo Le DL/Guy JACQUEMARD

## Pourquoi ils s'opposent au Service national universel

Ce mercredi 17 novembre à 18 heures, à la Maison des associations à Chambéry, va se tenir une réunion contre le Service national universel (SNU). « Le Service national universel, que le gouvernement veut rendre obligatoire, est une opération de soumission visant à inculquer un esprit d'obéissance aux règles et un respect absolu des normes. Des règles et des normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et les injustices de la société. » Cette charge frontale est portée par un collectif national regroupant des associations, des organisations syndicales et des partis politiques, marqués à gauche (\*).

Vendredi, Renée Laurent (La Libre pensée), Oriane Bognard (NPA), Laurette Mugnier (Mouvement de la paix), et Muriel Boussuge (CGT) sont revenues sur les grandes lignes d'un dispositif reposant à ce jour sur le bénévolat mais qui devrait tomber dans l'obligation, avant 2026, pour quelque 800 000 jeunes par an. Les intervenantes pointent tout d'abord « le coût du SNU, estimé par Matignon à un peu plus de trois milliards par an ». Épinglé aussi, « l'âge (à partir de 15 ans)

auquel les jeunes seront invités à participer au temps dit "de cohésion" (NDLR : un mois durant la période des congés scolaires) ». Est également dénoncée une démarche menant à « un embrigadement et un endoctrinement de la jeunesse, un renforcement de la militarisation autour de programmes où il n'est nullement question de pacifisme, de non-violence... »

Pour Muriel Boussuge, « le SNU est une remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses avec des jeunes qui, dans le temps dit "d'engagement volontaire" (d'une durée de trois mois à un an), seront utilisés pour occuper des emplois dévolus à des travailleurs salariés ». « Le gouvernement veut que les jeunes s'engagent. Qu'ils s'engagent contre le racisme, la justice, l'environnement, pour le droit d'étudier et de vivre sans précarité. Ce n'est pas à l'État de dire aux jeunes pourquoi il faut s'engager », a lancé Renée Laurent.

G.J.

(\* ) Les signataires : La Libre pensée, FCPE, FSU, LDH Savoie, CGT, Sud Santé, FNEC FO, Mouvement de la paix, Cap à gauche, PCF, PCOF, NPA...